

DIAL 2340

BOLIVIE - Des indigènes guaranis vont être libérés de la situation d'esclavage dans laquelle les maintiennent de grands propriétaires terriens

Alejandro Campos

samedi 1er janvier 2000, mis en ligne par [Dial](#)

En Bolivie, les Guarani sont présents au sud-est du pays. Certaines communautés y connaissent des conditions de vies analogues à celles que l'on désigne au Brésil sous le terme de « travailleur esclave » (cf DIAL 2306). Grâce à l'aide de la communauté espagnole de Navarre et de Medicus Mundi, les Guarani du Chaco bolivien cesseront, dans les trois ans qui viennent, de se retrouver éternellement endettés à l'égard des grands propriétaires pour lesquels ils travaillent durement toute l'année en recevant en nature juste de quoi survivre pour continuer à travailler. Article de Alejandro Campos, IPS, 22 novembre 1999.

Le Conseil des capitaines guaranis a lancé le projet « Rekota Tekove » [1], avec une contribution économique supérieure à un million de dollars faite par le gouvernement de la communauté espagnole de Navarre et Medicus Mundi.

Bien que la Constitution bolivienne interdise toute espèce d'esclavage, les gouvernements sont restés indifférents à ce système qui sévit dans quelques provinces des départements de Chuquisaca, de Santa Cruz et de Tarija, dans le sud-est du pays.

Des 14 240 indigènes guaranis qui vivent dans cette région du Chaco bolivien, quelque 4 250 se trouvent dans une situation de dépendance à l'égard de grands propriétaires terriens pour lesquels ils travaillent de longues journées, six jours par semaine et durant toute l'année sans recevoir de salaire. En échange du travail dans les grandes propriétés, les patrons paient les indigènes avec des vêtements et des vivres en quantité à peine suffisante pour leurs familles, mais en fin d'année, lorsqu'ils font leur compte, les indigènes se retrouvent souvent débiteurs à l'égard des grands propriétaires terriens.

Dans cette région, on connaît des cas où les nouvelles générations de Guarani commencent à travailler à 10 ans, héritent des dettes de leurs pères à l'égard des propriétaires terriens et reproduisent ainsi la chaîne sans fin de l'exploitation. Les femmes guaranies qui travaillent pour les mêmes patrons que leurs époux, n'ont pas droit à des congés pendant leur grossesse et beaucoup de filles sont violées avant d'atteindre les 12 ans.

Les mauvais traitements physiques et les abus ne sont pas moins dramatiques que la situation au travail.

Pendant des décennies, les indigènes n'avaient personne à qui s'adresser pour déposer une plainte car les autorités appartenaient à la même chaîne d'exploitation que les propriétaires ou étaient liées à ceux-ci par des liens de famille. Ce n'est que depuis cette année qu'il existe un bureau des droits humains dépendant

du ministère de la justice, dans la ville de Monteagudo, à quelque 1 200 km au sud de La Paz, et qui est la plus proche des communautés où persiste le système de l'esclavage.

Pour la première fois depuis plusieurs décennies, un membre du gouvernement a visité ce mois-ci la région pour connaître les plaintes. Le vice-ministre de la justice et des droits humains, Edgar Moreno, a vérifié la situation sociale dramatique de cette région du Chaco et a écouté des témoignages des personnes concernées. Le fonctionnaire s'est engagé à créer une commission composée de représentants du gouvernement central, du département et des municipalités de la région pour venir à bout de l'exploitation à laquelle sont soumis les indigènes guaranis de la part des propriétaires.

« Nous ne pouvons pas entrer dans un siècle nouveau avec une situation de semi-esclavage », a dit le vice-ministre.

D'autre part, le Conseil des capitaines guaranis, qui revendique le terme de « capitaines » en l'honneur du titre mis en avant par les autorités originaires et qui anime la défense des droits des communautés de cette région de Bolivie, a commencé à préparer les conditions de la libération des indigènes.

Une partie du projet « Rekota Tekove » a pris corps ce mois-ci avec la remise de 1 150 hectares de terre à 26 familles guaranies dans le village de Cañadillas, à 30 km de Monteagudo, dans le département de Chuquisaca. Le gouvernement espagnol a acheté pour 30 000 dollars cette superficie à un propriétaire bolivien pour la remettre à ce petit groupe de familles originaires.

« Des gens d'autres pays nous appuient, mais pas nos propres gouvernants », a déclaré le grand capitaine de la communauté guaranie de Iguembe, Marcelino Tardío, durant une visite faite dans la région par l'ambassadeur d'Espagne en Bolivie, Manuel Viturro et le président du gouvernement autonome de Navarre, Miguel Sanz. De son côté, Sanz a déclaré que les communautés guaranies illustrent de façon exemplaire la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies. « J'espère et je souhaite que leurs aspirations deviennent réalité. Ils comptent sur un gouvernement ami et frère qui leur a tendu la main une fois et le fera de nouveau », a déclaré Sanz à un groupe de Guarani à Monteagudo.

Et bien qu'elles sachent que leur priorité actuelle est de conquérir la liberté, les communautés guaranies savent qu'elles devront ensuite affronter de nouveaux défis et elles réclament pour cela l'appui du gouvernement.

Parmi les tâches pour lesquelles les indigènes demandent une aide, il y a la récupération de terres pour l'établissement des familles qui seront libérées, l'appui à la culture et à l'élevage, l'aide alimentaire et la construction d'une infrastructure de base. Le Conseil des capitaines guaranis estime que tout ce processus prendra trois ans, au cours desquels auront lieu des travaux de réflexion et de conscientisation avec les familles elles-mêmes afin qu'elles se préparent à vivre dans la liberté, condition qu'elles n'ont jamais connue. Mario Rivera, autre capitaine guarani du Chaco bolivien, a déclaré que la liberté ne suffisait pas à elle seule pour que les communautés originaires améliorent leurs conditions de vie. Il a ajouté que les autorités nationales, départementales et locales manquent aussi d'attention en matière de santé, éducation, infrastructure et soutien à la production.

55 % des indigènes guaranis de cette région vivent en communautés libres, 24,6 % sont dans une situation intermédiaire entre la liberté et la dépendance, et 25,6 % vivent dans une dépendance complète à l'égard des propriétaires. Ils forment tous le groupe de population le plus appauvri de Bolivie, avec les plus mauvais indicateurs sociaux du pays.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Expression guaranie qui signifie : « retrouver la dignité » (NdT).